

STELMINE CANADA LTÉE.

RAPPORT DE GESTION

**POUR LA PÉRIODE TERMINÉE
LE 31 OCTOBRE 2011**

Table des matières

Mise en garde concernant les renseignements prospectifs.....	3
Description de l'entreprise et continuité de l'exploitation.....	3
Information annuelle choisie.....	4
Estimations comptables importantes.....	5
Résultats d'exploitation.....	5
Résultats d'exploration.....	5
Propriétés minières et gazières.....	6
Trésorerie et sources de financement.....	7
Sommaire des actions émises	8
Instruments et gestion de risque.....	10
Convergence aux normes internationales d'informations financières	13
Perspectives	14
Événements subséquents	14
Liste des administrateurs.....	15

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Date : 30 décembre 2011

MISE EN GARDE CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS PROSPECTIFS

Certains énoncés de ce document, qui ne sont pas appuyés par des faits historiques, sont d'ordre prospectif, ce qui signifie qu'ils comportent des risques, des incertitudes et des éléments qui pourraient faire en sorte que les véritables résultats diffèrent des résultats prédits ou sous-entendus par ces mêmes énoncés prospectifs. Il existe de nombreux facteurs qui pourraient causer une telle disparité, notamment l'instabilité des prix du marché des métaux, les répercussions des fluctuations des taux de change des devises étrangères et des taux d'intérêt, des réserves mal estimées, les risques reliés à l'environnement (réglementation plus sévère), les situations géologiques imprévues, les conditions défavorables à l'extraction, les risques politiques entraînés par l'exploitation minière dans des pays en voie de développement, les changements de réglementation et de politiques gouvernementales (lois ou politiques), le défaut d'obtenir les permis nécessaires et les approbations des instances gouvernementales, ou tout autre risque lié à l'exploitation et au développement.

Même si Stelmine Canada Ltée. (la « société » ou « Stelmine ») croit que les hypothèses découlant des énoncés prospectifs sont plausibles, il est fortement recommandé de ne pas accorder une confiance excessive à ces énoncés, qui ne sont valables qu'au moment de la rédaction de ce document. La société décline toute intention ou obligation en ce qui concerne la mise à jour ou la révision d'un énoncé prospectif quelconque, peu importe si le ou les énoncés concernés doivent être révisés à la lumière de nouveaux renseignements, de nouvelles situations ou de tout autre nouveau facteur.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Stelmine a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Stelmine est une société d'exploration dont les activités principales d'exploration se situent au Canada. L'exploration et la mise en valeur de gisements de minéraux impliquent d'importants risques financiers. Le succès de la société dépendra d'un certain nombre de facteurs, entre autres, les risques reliés à l'exploration et à l'extraction, les questions relatives à la réglementation ainsi que les règlements en matière d'environnement et autres règlements.

Pour la période terminée le 31 octobre 2011, la société a enregistré une perte nette de 79 077 \$ (95 469 \$ au 31 octobre 2010). Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses engagements en vigueur en vertu de ses programmes d'exploration et d'engager et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration.

La direction cherche périodiquement à obtenir du financement sous forme d'émission de titres de participation, d'exercice de bons de souscription et d'options d'achat d'actions afin de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle a réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Bien que la direction a pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels la société détient une participation, conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

Les présents états financiers ont été établis conformément aux IFRS et selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation. Les états financiers ne comportent aucun redressement ni reclassement d'éléments d'actif et de passif qui pourraient s'avérer nécessaires si la Société se montrait incapable de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi par le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers intermédiaires de la société au 31 octobre 2011. Les états financiers intermédiaires de la société ont été préparés selon les IFRS. La devise monétaire de présentation est le dollar canadien (Cdn) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion daté du 30 décembre 2011 a été préparé en conformité avec le *Règlement 51-102* et approuvé par le conseil d'administration de la société.

Résultats annuels pour les exercices terminés le 31 juillet 2011, 2010 et 2009 (audités)

DESCRIPTION	2011	2010	2009
Revenus	-	-	8 238 \$
Perte nette	(623 384 \$)	(718 257 \$)	(727 726 \$)
Perte par action diluée	(0,031 \$)	(0,045 \$)	(0,066 \$)
Actif à court terme	174 200 \$	114 886 \$	332 303 \$
Total de l'actif	1 796 770 \$	1 599 371 \$	1 640 817 \$
Total du passif	824 806 \$	448 308 \$	418 915 \$
Capital action (dollars)	3 020 854 \$	2 582 145 \$	2 051 954 \$

Résultats trimestriels année courante (non audités)

DESCRIPTION	2011-10-31	2011-07-31	2011-04-30	2011-01-31
Revenus	-	-	-	-
Perte nette	(79 077 \$)	(117 131 \$)	(134 980 \$)	(275 804 \$)
Perte par action diluée	(0,004 \$)	(0,006 \$)	(0,007 \$)	(0,015 \$)
Actif à court terme	130 271 \$	174 200 \$	223 878 \$	344 120 \$
Total de l'actif	1 775 157 \$	1 796 770 \$	1 674 475 \$	1 751 431 \$
Total du passif	881 984 \$	824 806 \$	537 748 \$	477 976 \$
Capital action (dollars)	3 020 854 \$	3 020 854 \$	3 010 793 \$	3 010 793 \$

Résultats trimestriels de l'année antérieure (non audités)

DESCRIPTION	2010-10-31	2010-07-31	2010-04-30	2010-01-31
Revenus	-	-	-	-
Perte nette	(95 469 \$)	(301 876 \$)	(107 985 \$)	(97 013 \$)
Perte par action diluée	(0,005 \$)	(0,023 \$)	(0,005 \$)	(0,006 \$)
Actif à court terme	110 412 \$	45 189 \$	25 072 \$	44 629 \$
Total de l'actif	1 611 195 \$	1 599 371 \$	1 977 773 \$	2 108 415 \$
Total du passif	538 556 \$	494 980 \$	514 708 \$	535 136 \$
Capital action (dollars)	2 582 145 \$	2 328 392 \$	2 328 392 \$	2 328 392 \$

ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Les estimations comptables importantes utilisées lors de la préparation des états financiers incluent une estimation faite par la direction sur la valeur de récupération de ses propriétés minières et de ses frais d'exploration reportés, ainsi que la valeur des coûts de rémunération et autres paiements à base d'actions.

Ces estimations impliquent un jugement considérable et sont ou pourraient être influencées par des facteurs importants qui ne sont pas sous le contrôle de la société.

Les facteurs qui peuvent influencer la rémunération à base d'actions incluent des estimations quant au moment où les options et les bons de souscription peuvent être exercés et la volatilité du prix de l'action.

Le délai à l'intérieur duquel les options peuvent être exercées n'est pas sous le contrôle de la société et dépend d'une variété de facteurs, incluant le prix des actions de la société et les objectifs financiers des détenteurs de ces instruments. La société a utilisé des données historiques pour déterminer la volatilité en conformité avec le modèle Black-Scholes. Cependant, la volatilité future est incertaine et ce modèle comprend des limites inhérentes.

La récupération de la société de la valeur inscrite des propriétés minières et des frais d'exploration reportés est basée sur les conditions du marché pour les métaux, les ressources minérales associées à ces propriétés minières et les coûts futurs qui peuvent être requis pour la réalisation ultime d'une opération minière ou d'une disposition. La société appartient à une industrie qui est dépendante de plusieurs facteurs, incluant les risques environnementaux, légaux et politiques, l'existence de réserves économiques et l'habileté de la société à obtenir un financement suffisant pour compléter le développement et le début des opérations futures.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Acquisitions de propriétés minières et gazières

La société n'a acquis aucune propriété au cours de la période.

Résultats des opérations

Au cours de la période terminée le 31 octobre 2011, la société a enregistré une perte nette de 79 077 \$ (0,004 \$ par action) comparativement à une perte nette de 95 469 \$ (0,005 \$ par action) pour la période terminée le 31 octobre 2010.

RÉSULTATS D'EXPLORATION

Tableau des dépenses d'exploration engagées durant la période

PROJET	GÉOLOGIE	FRAIS DE GESTION	TOTAL
CLÉRICY	4 875 \$	731 \$	5 606 \$
WINCHESTER	4 144 \$	1 463 \$	5 606 \$
TOTAL	9 019 \$	2194 \$	11 213 \$

PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET GAZIÈRES

PROPRIÉTÉ OPINACA

Description

Cette propriété comprend deux blocs de 46 titres miniers couvrant 2 395 hectares, situés dans la région du réservoir Opinaca sur le territoire de la baie James dans le feuillet 33C09 de la province de Québec.

Travaux et résultats

La société n'a engagé aucun frais durant l'exercice.

Programme et objectifs

La société prévoit trouver des partenaires pour la continuation des travaux de mise en valeur.

PROPRIÉTÉ CLÉRICY

Description

La propriété se compose de 3 titres miniers couvrant une superficie de 132 hectares situés dans le canton Cléricy à 15 kilomètres au nord de Rouyn-Noranda et au sud-est de la propriété Fayolle d'Exploration Typhon.

Travaux et résultats

Durant la période, la société a engagé 4 875 \$ en frais de géologie et 731 \$ en frais de gestion pour un total de 5 606 \$.

Programme et objectif

La société prévoit trouver un partenaire pour la continuation des travaux de mise en valeur.

PROPRIÉTÉ GASPÉSIE

Description

La propriété est composée d'une licence d'exploration gazière sur un territoire couvrant une superficie de 34 000 hectares en Gaspésie dans un environnement favorable à la découverte d'hydrocarbures.

Travaux et résultats

La société n'a engagé aucun frais durant l'exercice.

Programme et objectifs

Cette propriété fait actuellement l'objet d'un moratoire de la part du Ministère des ressources Naturelles du Québec. A la levée du moratoire, la société prévoit trouver un partenaire pour la continuation des travaux de mise en valeur.

PROPRIÉTÉ WINCHESTER

Description

La propriété Winchester comprend 20 titres miniers couvrant 720 hectares dans le district de Chibougamau.

Dépenses

Durant la période, la société a engagé des frais de géologie de 4 144 \$, et 1 463 \$ en frais de gestion pour un total de 5 606 \$.

Programme et objectifs

La société entend compléter son programme d'échantillonnage et réaliser une campagne de forage sur la propriété lorsque les cibles auront été identifiées.

TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENTS

Résumé des résultats trimestriels

Période	Revenus	Perte nette	Perte / Action	Actif total	Passif total
31 octobre 2011	-	(79 077 \$)	(0,004 \$)	1 775 157 \$	881 984 \$
31 juillet 2011	-	(117 131 \$)	(0,006 \$)	1 796 770 \$	824 806 \$
30 avril 2011	-	(134 980 \$)	(0,007 \$)	1 674 475 \$	537 748 \$
31 janvier 2011	-	(275 804 \$)	(0,015 \$)	1 751 431 \$	477 976 \$
31 octobre 2010	-	(95 469 \$)	(0,005 \$)	1 611 195 \$	538 556 \$
31 juillet 2010	-	(301 876 \$)	(0,019 \$)	1 599 371 \$	494 980 \$
30 avril 2010	-	(107 985 \$)	(0,005 \$)	1 977 773 \$	514 708 \$
31 janvier 2010	-	(97 011 \$)	(0,006 \$)	2 108 415 \$	535 136 \$

Situation de trésorerie

Puisqu'aucune des propriétés de la société n'est au stade de production, la société doit financer ses acquisitions, frais de recherches et frais d'opérations par voie de placements privés, d'exercices de bons de souscription et d'options d'achats d'actions.

Durant la période, la société n'a réalisé aucun financement (nul en 2010).

Sources de financements

La société entend financer ses travaux d'exploration de 2011-2012 par voie de placement privé et par l'exercice de bons de souscription et d'option d'achat d'actions.

Arrangements hors bilan

Aucun arrangement hors bilan n'a été effectué.

Opérations entre apparentés

La société fournit de l'information sur les opérations entre apparentés à la note 17 des états financiers intermédiaires terminés les 31 octobre 2011.

Opérations projetées

Développement des marchés :

La société entend compléter sa stratégie de représentation et de développement corporatif par la création d'une équipe de représentants constituée de consultants en développement corporatif à l'échelle canadienne et la mise en place d'un système de communication.

Développement des affaires :

La société mettra l'emphase sur la recherche d'occasions d'affaires par l'acquisition de nouvelles propriétés.

Utilisation d'estimations comptables

Se reporter à la note 5 des états financiers intermédiaires terminés le 31 octobre 2011 pour le détail des estimations comptables.

Instruments financiers

Se reporter à la note 4.3 des états financiers intermédiaires terminés le 31 octobre 2011 pour le détail des instruments financiers.

Informations supplémentaires pour la période se terminant le 31 octobre 2011

- a) La société fournit l'information sur les frais d'exploration reportés à la note 9 des états financiers intermédiaires du 31 octobre 2011.
- b) La société n'a aucune dépense de recherche et développement.
- c) La société n'a pas de frais reportés autres que les frais d'exploration reportés indiqués aux états financiers.
- d) Les frais généraux d'administration sont présentés dans les états financiers intermédiaires du 31 octobre 2011. Les frais généraux sont composés entre autres des postes de dépenses suivants :
 - Frais de déplacement;
 - Frais de représentation;
 - Location et dépenses de matériel roulant;
 - Loyers;
 - Télécommunication et Internet;
 - Fournitures de bureau et messagerie;
 - Assurances

SOMMAIRE DES ACTIONS ÉMISES

La société a un capital illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale dont 27 927 940 actions étaient émises au 30 décembre 2011.

Liste des actions émises durant la période terminée le 31 octobre 2011

Aucune nouvelle action n'a été émise durant la période terminée le 31 octobre 2011.

Liste des options octroyées durant la période terminée le 31 octobre 2011

Aucune option n'a été octroyée au cours de la période.

Liste des options exercées, annulées ou expirées de la période terminée le 31 octobre 2011

Aucune option n'a été exercée, annulée ou expirée au cours de la période.

Liste des options en circulation au 30 décembre 2011

NOM	POSTE	NOMBRE	PRIX D'EXERCICE	DATE D'EXPIRATION
Michel Lemay	Directeur	250 000	0,25 \$	04-06-2013
		250 000	0,17 \$	22-10-2014
Pierre Carrier	Directeur	150 000	0,54 \$	18-06-2013
		150 000	0,17 \$	22-10-2014
Jacques Trottier	Directeur	150 000	0,25 \$	04-06-2013
		200 000	0,17 \$	22-10-2014
Raymond Cloutier	Directeur	150 000	0,25 \$	04-06-2013
		150 000	0,17 \$	22-10-2014
Christian Guilbaud	Consultant	50 000	0,25 \$	04-06-2013
Jean Depatie	Consultant	150 000	0,54 \$	18-06-2013
Denis Bouchard	Consultant	100 000	0,17 \$	16-06-2015
Martin Nicoletti	Dirigeant	100 000	0,17 \$	16-06-2015
TOTAL :		1 850 000		

Liste des options aux courtiers et à des intervenants octroyées durant la période terminée le 31 octobre 2011.

Aucune option aux courtiers et à des intervenants n'a été octroyée durant la période.

Liste des options aux courtiers et à des intervenants exercées, annulées ou expirées durant la période terminée le 31 juillet 2011.

NOM	POSTE	NOMBRE	PRIX D'EXERCICE	DATE D'EXPIRATION
Limited Market Dealer	Courtier	235 294	0,17 \$	24-12-2011
TOTAL :		235 294		

Liste des options aux courtiers et à des intervenants en circulation au 30 décembre 2011

NOM	POSTE	NOMBRE	PRIX D'EXERCICE	DATE D'EXPIRATION
Canaccord Capital	Courtier	220 000	0,15 \$	29-06-2012
TOTAL :		220 000		

Liste des bons de souscription émis durant la période terminée le 31 octobre 2011

Aucun bon de souscription n'a été émis durant la période.

Liste des bons de souscription exercés ou expirés durant la période

DATE	DESCRIPTION	TYPE	NOMBRE	PRIX	EXPIRATION
24-12-2009	Placement privé PP-0901	Bons aux investisseurs	2 352 940	0,25 \$	24-12-2011
29-12-2010	Placement privé PP-1001	Bons aux investisseurs	2 284 000	0,15 \$	29-12-2011
TOTAL :			4 636 940		

Liste des bons de souscription en circulation au 30 décembre 2011

DATE	DESCRIPTION	TYPE	NOMBRE	PRIX	EXPIRATION
30-12-2011	Placement privé PP-1101	Bons aux investisseurs	810 000	0,20 \$	30-12-2012
30-12-2011	Placement privé PP-1101	Bons aux investisseurs	5 220 000	0,15 \$	30-12-2012
TOTAL :			6 030 000		

Liste des débetures convertibles

Il n'y a aucune débeture convertible.

Liste des titres sous écrous

Il n'y a aucun titre sous écrous.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Risques et incertitudes

L'énoncé suivant présente un certain nombre de risques importants qui, de l'avis de la direction, peuvent avoir une incidence sur les affaires de la société. Il existe également d'autres risques, non décrits ci-dessous, qui existent actuellement, ou qui pourraient survenir dans le futur à l'égard des opérations de la société.

Risques financiers

a) Risque de marché

i) Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date du bilan en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

iii) Risque de change

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires, car toutes les transactions sont effectuées en dollars canadiens.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le risque de crédit sur l'encaisse est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales. L'encaisse, le dépôt à terme et les taxes à recevoir sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. De plus, comme la majorité des comptes débiteurs le sont auprès des gouvernements provincial et fédéral sous forme de crédits de taxes à la consommation, le risque de crédit est minimal.

c) Risque de liquidités

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et de s'assurer que la société dispose de sources de financement sous la forme de financements privés et publics suffisants. La société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin d'assurer qu'elle a des fonds disponibles pour rencontrer ses obligations.

La société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Les comptes fournisseurs et charges à payer viennent généralement à échéance dans les 90 jours ou moins.

Risques relatifs aux titres de propriété

Bien que la société ait obtenu des opinions sur les titres de certaines de ses propriétés, et qu'elle ait pris des moyens raisonnables pour s'assurer que ses titres de propriété sont valides, il n'existe aucune certitude que ses titres de propriété ne seront pas contestés ou remis en question. Des tierces parties pourraient avoir des réclamations valides quant à des portions sous-jacentes aux intérêts de la société.

Risque lié aux conditions de l'industrie

L'exploration et la mise en valeur des ressources minières comportent des risques significatifs que même une évaluation soignée alliée à l'expérience et au savoir-faire ne peut éviter. De plus, certains concurrents de la société disposent d'un plus grand nombre de ressources techniques. Bien que la découverte d'un gisement puisse s'avérer extrêmement lucrative, peu de terrains faisant l'objet d'une prospection deviennent par la suite des mines productrices.

Il est impossible de fournir une assurance à l'effet que les programmes d'exploration et de mise en valeur prévus par la société engendreront une exploitation minière rentable. La viabilité économique d'un gisement minéral dépend de nombreux facteurs, dont certains tiennent aux caractéristiques particulières du gisement, notamment sa taille, sa teneur et la réglementation gouvernementale, dont celle visant les prix, les redevances, les limites de production, l'importation et l'exportation de minéraux. L'incidence de ces facteurs ne peut être évaluée de façon précise, mais leur effet peut faire en sorte que la société ne fournisse pas un rendement adéquat sur la mise de fonds.

Risque lié à la réglementation gouvernementale

Les activités de la société doivent être conformes aux diverses lois qui portent sur l'exploration et la mise en valeur, la protection de l'environnement, l'obtention de permis et l'autorisation des opérations minières dans son ensemble. La société croit qu'elle est en conformité avec les aspects importants de la loi. Un changement de la législation pourrait avoir un effet très négatif sur les opérations de la société.

Risques liés à l'exploration

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comportent l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources minérales et gazéifiées sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux et de gaz, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses engagées par la société dans l'exploration de ses propriétés minières et gazières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai et de gaz. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai et de gaz commercialement exploitables.

Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuels et futurs en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la société ou à son aptitude à mettre ses propriétés minières et gazières en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débuter sur une propriété minière et gazière, la société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales, et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété minière et gazière.

Risques liés au financement et à la mise en valeur

La mise en valeur des propriétés minières et gazières de la société dépend donc de son aptitude à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saurait garantir qu'elle réussira à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

Cours des ressources

Des facteurs indépendants de la volonté de la société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or, du gaz, ou de tous autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Risques non assurés

La société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement d'une réclamation suite à un sinistre non assuré diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

CONVERGENCE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATIONS FINANCIÈRES

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les normes internationales d'information financière (IFRS) avec prise d'effet au cours de l'année civile 2011. Le basculement vers les IFRS sera exigé, pour la Société, pour les états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1er août 2011. Par conséquent, la Société prévoit que les états financiers intermédiaires pour la période de trois mois terminée le 31 octobre 2011 et les états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 juillet 2012 seront les premiers qu'elle présentera conformément aux IFRS. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir.

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la société juge les plus importants; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui promulguent les PCGR du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS dépendront également des circonstances particulières qui prévaudront durant cette période de temps.

Conventions comptables affectées

L'analyse détaillée des principales conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être complétée en 2011. En général, beaucoup d'efforts seront mis dans la présentation des états financiers puisque les normes IFRS exige plus de transparence. Basée sur l'analyse des différences comptables identifiées à date, voici une liste des principales conventions comptables IFRS, qui pourraient avoir un impact potentiel sur les états financiers de la Société:

Adoption initiale (IFRS 1)

IFRS 1 donne des directives aux entités sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptées pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit :

Exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture de la Société; exemptions obligatoires à l'application rétrospective de certains IFRS. De plus, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les modifications apportées aux états financiers suite à la convergence IFRS.

Dépréciation (IAS 36, IAS6)

IFRS requiert un test de dépréciation en une seule étape (le test de dépréciation est effectué en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt que le test en deux étapes en vertu des PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle).

IFRS requiert le renversement de pertes de dépréciation là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien.

Les tests de dépréciation devraient être effectués au niveau des actifs pour les actifs à long terme et les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT' »).

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS6)

Selon les normes IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux normes IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que les immobilisations corporelles. Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme étant en fonction, corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

Instruments financiers (IAS 39)

Selon les IFRS, tous les actifs financiers doivent être classés sous les catégories «prêts et créances», "détenus jusqu'à leur échéance, « juste valeur aux résultats »ou« disponible à la vente. Comme les IFRS, tous les actifs financiers selon les PCGR canadiens doivent être classés dans les catégories «prêts et créances», "détenus jusqu'à leur échéance, détenus à des fins de transaction" (la juste valeur aux résultats) ou «disponibles à la vente». Toutefois, il existe certaines différences par rapport aux IFRS en ce qui concerne les types d'actifs qui peuvent être classés dans chacune de ces catégories.

Les instruments financiers peuvent être désignés sur la comptabilisation initiale, mesurée à la juste valeur par résultat que si certains critères sont respectés. Comme les IFRS, les instruments financiers peuvent être désignés à la comptabilisation initiale comme étant détenus à des fins de transaction (et évalués à la juste valeur aux résultats) que si certains critères sont respectés. Toutefois, ces critères sont moins restrictifs que les normes IFRS.

PERSPECTIVES

Au cours de la période courante, la société continuera son programme d'exploration sur ses propriétés minières et gazières à l'aide de financements appropriés.

Sa stratégie de développement est axée sur la découverte de gisements économiquement rentables, dont les fruits de l'exploitation assureront la pérennité de la Société. La direction, dans l'application de sa stratégie de développement, tiendra compte du contexte global dans lequel se situe l'exploration, de l'évolution du marché boursier et du prix de l'or, du gaz et des métaux.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

En Décembre 2011, la société a complété un placement privé de 81 unités A et 261 unités B en contrepartie de 387 500 \$ en argent comptant. Chaque unité A se compose de 10 000 actions accréditatives ordinaires de la Société et 10 000 bons de souscription. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action ordinaire au prix d'exercice de 0,20 \$ par action pour une période de 12 mois. Chaque unité B se compose de 20 000 actions ordinaires de la Société et 20 000 bons de souscription. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action ordinaire au prix d'exercice de 0,10 \$ par action pour une période de 12 mois.

Liste des administrateurs

Nom et adresse résidentielle	Poste au sein de la société	Titres détenus directement ou indirectement	Employeur et principale occupation au cours des cinq (5) dernières années
Raymond Cloutier Saint-Valérien de Milton (Québec)	Administrateur (depuis le 9 janvier 2008)	250 000 actions ordinaires	Homme d'affaires et administrateur de Stellar Pacific Ventures Inc.
Michel Lemay * Laval (Québec)	Président (depuis le 9 janvier 2008)	2 314 067 actions ordinaires	Administrateur d'Exploration Amex Inc. et Président de Lemco Inc.
Pierre Carrier * St-Lambert (Québec)	Administrateur (depuis le 18 juin 2008)	90 000 actions ordinaires	Président de Ospens Inc, dirigeant de Exploration Amex inc.
Jacques Trottier* Boucherville (Québec)	Administrateur (depuis le 9 janvier 2008)	296 239 actions ordinaires	Docteur en géologie et Président de Exploration Amex inc

* Membres du comité de vérification

Information additionnelle et divulgation continue

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 30 décembre 2011. La société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et des états financiers trimestriels sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

Des Renseignements supplémentaires sur la société peuvent être trouvés sur SEDAR (www.sedar.com).

30 décembre 2011

(s) Michel Lemay _____
Michel Lemay
Président et Chef de la direction

(s) Martin Nicoletti _____
Martin Nicoletti
Chef de la direction financière